

Motion : Priorité Investissement pour le Climat (PIC) St-Prex le 21 avril 2022

Dans cette motion il ne s'agit ni de juger ce qui a été fait ou pas, ou de chercher à faire de la morale, ni de vouloir effrayer.

Il s'agit plutôt d'une réaction face à une situation climatique mondiale qui nous échappe et devient très préoccupante. Le dernier rapport du Giec dont vous avez certainement tous entendu parler annonce qu'il reste 3 ans pour entreprendre un certain nombre d'actions avant que plusieurs aspects du dérèglement climatique en cours ne deviennent irréversibles.

3 ans, c'est très peu ! Que pouvons-nous faire à notre niveau pour participer à cet immense chantier ? Nous sommes plusieurs à penser que nous pouvons faire beaucoup, et que, chacun en faisant sa part, en partant de petites communes et allant vers les grandes, nous pouvons impacter concrètement cette situation en devenir. C'est d'ailleurs certainement les petites entités comme les nôtres qui ont le plus de marge de manœuvre pour réaliser des projets rapides et efficaces.

Indépendamment de savoir si ces 3 ans sont suffisants ou non, nous devons intégrer ce fait scientifique dans notre gestion communale et prioriser toutes nos actions au niveau communal et régional, ceci au moins pour les 3 ans à venir. Il faut un signal politique FORT pour tous.

Encore faut-il garder la tête sur les épaules et ne pas faire n'importe quoi. Un exemple : depuis peu le canton autorise la pose de tuiles et de panneaux solaires sur les toits de notre Vieux Bourg (Prix Wakker 1973). Ce paradoxe est une absurdité patrimoniale et pour un rendement extrêmement faible. C'est d'autant plus grave que dans le même temps une immense quantité de surfaces reste à équiper sur les toits communaux et privés hors de cette zone et qu'une synergie pourrait être trouvée. Le Vieux Bourg doit rester protégé.

Ainsi, nous saluons le projet de plan directeur communal des énergies (préavis nr. 15/11.2021) et demandons qu'à la suite des résultats (juillet 2022), ceux-ci soient largement discutés et que des mesures pratiques en résultent déjà en 2022.

Concrètement, pour cette motion « Priorité Investissement pour le Climat », il s'agirait de :

Pour la Municipalité :

° Prioriser les projets directement liés à la protection de notre climat. Certains sont d'ailleurs déjà en cours (nos autorités ne sont évidemment pas restées les bras croisés en attendant cette motion, bien au contraire !).

Pour rappel, les 4 grands sujets sont:

- **Efficienne énergétique** -
- **Energies renouvelables** –
- **Mobilité douce** –
- **Protection des eaux** –

- ° Renoncer à présenter des projets non urgents qui ne serviraient pas ce but également dans ce même délai de 3 ans (minimum), ceci afin de pouvoir concentrer l'énergie et le temps de chacun pour servir et atteindre ce but.
- ° Renforcer les compétences des commissions consultatives Energie et CCU, qui existent déjà, pour qu'elles puissent mieux encore soutenir la Municipalité.
- ° Repérer les projets régionaux concernés par cette problématique (par ex : STEP- Forêts - biodiversités) et chercher des solutions avec les autres communes concernées pour agir ensemble et de manière concertée.
- ° Mener des campagnes d'information et de sensibilisation dans les écoles, la Balise, et sous forme de débats publics.

Pour le Conseil :

- ° prendre conscience des immenses enjeux liés à la question climatique et accepter de remettre à plus tard des projets de confort, récréatifs, sportifs, ou simplement moins urgents pour soutenir les actions et les préavis à venir de la Municipalité. Ceci pour les 3 ans (minimum) qui viennent.
- ° pour les commissions : que la question « impact sur l'environnement » soit systématiquement étudiée et rapportée sur chaque préavis, si nécessaire avec l'aide de la commission Energie. Jusqu'à ce jour, trop souvent, ce sujet a été effleuré plus que traité dans nos rapports.

Pour tous :

- ° admettre que cette motion « Priorité Investissement pour le Climat » sera effective pleinement et selon les termes ci-dessus (à compléter selon discussions) de juin 2022 à juin 2025, et pourra même être prolongée selon l'évolution de la situation.
- ° admettre que pendant cette période de 3 ans (minimum), les projets prioritaires seront étudiés, votés et même réalisés pour certains, mais que des réalisations viendront aussi probablement après cette date buttoir car action ne signifie pas précipitation. Le principal étant de consacrer pleinement la matière grise de chacun (seule énergie renouvelable et inépuisable connue) pour défendre cette priorité climatique, quitte pour cela à sortir de notre propre zone de confort pour y parvenir.

Je vous remercie pour votre attention et pour votre soutien.

Fabrice Dessaux.